

26 novembre 2024



L'Afrique, autre champ de bataille du conflit russo-ukrainien

Georges Berghezan

Fin juillet 2024, les *Forces armées maliennes* (FAMa) et leurs supplétifs russes du 13^e détachement d'assaut du groupe *Wagner* pensaient pouvoir parachever sans difficulté la reprise de contrôle du Nord-est malien alors qu'ils approchaient de la localité de Tinzaouatène, à la frontière algérienne, au cœur du Sahara. En effet, à la fin de l'année précédente, c'est pratiquement sans combat qu'ils avaient pénétré à Kidal, une ville qui comme ses alentours échappait aux autorités de Bamako depuis 2012. Après le départ des Français de l'opération Barkhane en octobre 2021, la région était passée sous la coupe d'une coalition de mouvements indépendantistes touaregs, portant actuellement le nom de *Cadre stratégique pour la défense du peuple de l'Azawad* (CSP-DPA)¹, alors qu'y prospèrent également les djihadistes du *Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans* (*Jama'at Nusrat al-Islam wal Muslimeen*, JNIM), lié à Al-Qaïda.

1. Le pire échec de Wagner en Afrique

L'expédition n'eut rien de la promenade de santé attendue. Selon les communiqués des FAMA² et de Wagner³, une première attaque contre la colonne a eu lieu le 25 juillet, mais a été repoussée. Le lendemain, à la faveur d'une tempête de sable, « *tous les groupes terroristes de la sous-région* » auraient afflué à proximité de Tinzaouatène. Après des « *combats acharnés* », les FAMA et leurs alliés russes ont dû entamer un « *mouvement rétrograde* » le 27, laissant sur le carreau « *un nombre important de pertes en vies humaines et matérielles*⁴. »

L'armée malienne n'a pas été plus précise sur ces pertes, mais, de sources russes, on évoquait la mort de 20 à 82 combattants, dont celles d'un haut responsable militaire de Wagner et d'un blogger animant une chaîne *Telegram* proche de l'organisation⁵. Revendiquant l'assaut, vidéos à l'appui, le CSP-DPA évoquait quant à lui la mort de 84 « *musiciens* » wagnériens et de 47 soldats maliens⁶. Il n'était cependant pas le seul à réclamer la paternité de l'attaque. Les islamistes du JNIM ont en effet également prétendu avoir anéanti un convoi progouvernemental dans une vallée au sud de Tinzaouatène, tuant 50 Russes et 10 Maliens⁷. De plus, un acteur inattendu n'a pas tardé à affirmer sa contribution dans la pire déroute jamais subie par Wagner en sept années de présence en Afrique : la *Direction générale du renseignement (Holovne upravlinnia rozvidky, HUR)* du ministère de la Défense ukrainien, dont le porte-parole, Andriy Yusov, déclarait sur une chaîne de télévision locale que « *les rebelles ont reçu l'information nécessaire, et pas seulement de l'information, qui a permis une opération militaire réussie contre les criminels de guerre russes*⁸ ». Simultanément, parvenait à la presse de Kiev une photo montrant, sur fond saharien, un groupe d'hommes armés, la plupart le visage masqué par un chèche, brandissant côte à côte deux drapeaux, un azawadien et l'autre ukrainien⁹.

Alors que le CSP-DPA reconnaissait des « *échanges* » avec des Ukrainiens¹⁰, des débris de drones assemblés en Ukraine à partir de pièces états-uniennes auraient été découverts sur les lieux de l'embuscade¹¹. Selon la BBC et d'autres sources occidentales, les forces spéciales de la HUR auraient formé, en Ukraine, des membres du CSP-DPA à la fabrication et à l'utilisation de drones¹². Ces derniers seraient arrivés à Kiev via la Mauritanie, tandis qu'au moins deux équipes de la HUR se seraient succédé au Sahel, la première en mars tandis que la seconde y était encore présente en octobre 2024¹³. D'après un média turc, produisant des copies de leurs passeports, deux responsables du CSP-DPA se seraient également rendus entre février et avril 2024 en Ukraine en transitant par la Moldavie¹⁴. Selon l'interview exclusive d'un « *expert ukrainien* » publiée par un média libanais, la HUR, présente depuis plus de trois ans en Afrique, a tenu un « *rôle important* » dans la bataille de Tinzaouatène, notamment pour diriger le drone qui y a participé. Le soutien aux « *camarades du Mouvement Azawad* » comprendrait également la formation au contrôle de drones et l'échange de renseignements. En outre, la HUR aurait pris des mesures non-spécifiées pour freiner l'influence russe dans

cinq autres pays africains¹⁵. Simultanément, un média burkinabé avançait que le soutien ukrainien, en particulier la formation à la tactique de combat, s'étendrait à des « *groupes affiliés à Al-Qaïda* »¹⁶.

Depuis cette attaque, le CSP-DPA en aurait mené d'autres visant *Wagner*, notamment des frappes par drones ayant atteint, les 11 septembre¹⁷ et 4 octobre¹⁸, le camp des FAMa de Goundam, situé à l'ouest de Tombouctou, soit à près de mille kilomètres à vol d'oiseau de Tinzaouatène. Il semble donc probable que, en contrepartie de son soutien aux rebelles maliens, la HUR demande à ces derniers de cibler prioritairement des objectifs liés au groupe russe.

2. Le précédent soudanais

Quelles que soient la nature et l'ampleur exactes du soutien militaire ukrainien à l'opération de Tinzaouatène, il ne s'agissait pas du premier affrontement opposant, en terre africaine, la HUR à *Wagner*.

Au Soudan, CNN a documenté, dès septembre 2023, l'intervention des services spéciaux ukrainiens contre les *Forces de soutien rapide* (*Rapid Support Forces*, RSF) du général Hemedti, alors alliées à *Wagner* et en guerre depuis avril 2023 contre les *Forces armées soudanaises* (*Sudanese Armed Forces*, SAF) du général Fattah al-Burhan. Les vidéos que s'est procurée la chaîne états-unienne montrent une opération terrestre nocturne contre les RSF et des frappes de drones contre des véhicules en mouvement à Omdurman, la plus grande ville du pays. Une source militaire ukrainienne a dévoilé que les services spéciaux de Kiev étaient « *probablement responsables* » de ces actions, tandis qu'un expert néerlandais estimait que les drones-kamikazes utilisés, de type *First-person view* (FPV), n'avaient jamais été observés auparavant en Afrique¹⁹.

Les semaines suivantes, des médias ukrainiens publiaient d'autres informations et vidéos provenant du renseignement militaire et montrant des snipers et des drones en action ainsi qu'une fusillade et des explosions, dont les cibles auraient été les RSF et *Wagner*. La source des enregistrements affirmait qu'elles montraient « *probablement le travail d'unités spéciales de la HUR* ». Son porte-parole, Andriy Yusov, refusait de le confirmer, mais rappelait les paroles de son chef, le général Kyrylo Budanov, prononcées six mois plus tôt, selon lesquelles l'Ukraine « *détruira les criminels de guerre russes partout dans le monde* »²⁰.

Les révélations allaient se poursuivre en février 2024 quand le *Kyiv Post* publiait des images floutées de cadavres sur un site ayant visiblement été le théâtre de combats, ainsi que trois prisonniers agenouillés, dont un homme blanc, déclarant en russe à ses interrogateurs, présentés comme des membres de l'unité de combat *Timur* de la HUR, que lui-même appartient à un groupe d'une centaine de combattants de *Wagner* venus de République centrafricaine à Khartoum²¹. Le mois suivant, la chaîne française TF1 diffusait un reportage comportant des images des forces spéciales de la HUR en action au Soudan et l'interview de deux combattants ukrainiens, se réclamant du bataillon

Brastvo des services de renseignement militaire. Ils déclarent notamment qu'ils y sont actifs depuis août 2023 et qu'une de leurs tâches est de former les SAF à la conduite d'embuscades et à l'utilisation de drones-kamikazes²². Ces informations ont été confirmées peu après par le site spécialisé *The Geopolitics* qui estimait que le rôle de la HUR au Soudan était à la fois de conseiller l'armée du général Al-Burhan et de mener des activités de reconnaissance et des actions directes²³.

3. Autre théâtre, mêmes objectifs, mêmes méthodes

En juin 2024, on apprenait que la HUR harcelait les forces russes également en Syrie. Selon une vidéo reçue par le *Kyiv Post*, l'unité *Khimik* des services ukrainiens et des « rebelles syriens » avaient mené, trois mois auparavant, plusieurs attaques contre des positions, des véhicules et des patrouilles censées appartenir à des « mercenaires russes » déployés sur le plateau du Golan²⁴. Plusieurs postes d'observation de l'armée russe sont en effet installés dans la partie restée sous contrôle syrien du plateau afin de servir de tampon entre les forces israéliennes et le *Hezbollah*²⁵. À la fin juillet, toujours selon le *Kyiv Post*, la même unité *Khimik* aurait mené une « frappe complexe » visant de l'équipement militaire russe stocké sur un aéroport à l'est de la ville d'Alep puis, le 15 septembre, une attaque à l'explosif contre ce qui était présenté comme une base militaire russe utilisée pour fabriquer et tester des drones, au sud-est de la même ville²⁶. De source turque, on apprenait également que, le 18 juin, une délégation ukrainienne se serait rendue dans le gouvernorat d'Idlib pour y rencontrer des responsables de l'organisation islamiste *Hayat Tahrir al-Sham* (HTS), pourtant désignée comme terroriste notamment par Washington, Bruxelles et Ankara. Cette qualification n'empêche pas l'armée turque de collaborer étroitement avec ce mouvement dans ce gouvernorat situé entre la frontière turque et Alep, la plus grande ville de Syrie. Lors de cette réunion, Kiev aurait offert 75 drones au HTS en échange de la libération de djihadistes géorgiens et tchéchènes, dont d'anciens membres d'*État islamique*, afin de les envoyer combattre en Ukraine²⁷. Enfin, selon le journal progouvernemental syrien *Al-Watan*, 250 instructeurs ukrainiens seraient arrivés à Idlib à une date non précisée afin de former des militants du HTS et du *Parti islamique du Turkestan* (classé terroriste par l'ONU) à la fabrication et à l'utilisation de drones. En échange, ces organisations se seraient engagées à envoyer un détachement de leurs combattants en Ukraine afin de combattre l'armée russe²⁸.

Il est intéressant de noter que, déjà en avril 2023, la presse états-unienne évoquait un plan de la HUR pour attaquer les forces russes présentes en Syrie. Soucieux de ne pas provoquer Moscou alors qu'eux-mêmes déploient des troupes dans le pays, les États-Unis auraient réussi à calmer les ardeurs de Kiev et le président Zelensky aurait renoncé au projet en décembre 2022. En outre, consultés à ce sujet, Ankara et les Kurdes des *Forces démocratiques syriennes*, alliées à Washington, auraient également émis des réticences, car craignant un retour de flamme russe²⁹. Il s'avère pourtant que le plan de la HUR a finalement été sorti du frigo et mis en œuvre. On ignore si Washington lui a

donné son feu vert, mais il serait peu vraisemblable que la Turquie — qui contrôle militairement l'enclave d'Idlib et dont les relations avec Moscou sont décidément complexes — n'ait pas au moins tacitement approuvé les activités des services ukrainiens à Idlib.

4. Wagner restructuré

Comme l'avait déjà montré l'affaire du *Nord Stream*³⁰, le conflit russo-ukrainien a tendance à s'exporter bien loin de son centre de gravité. Si la HUR affirme être à leur poursuite « *partout dans le monde* », elle ne semble pas avoir encore accroché les « *musiciens* » en Libye³¹ et en République centrafricaine, deux des pays, avec le Mali, où *Wagner* disposerait de ses effectifs les plus importants³². Par ailleurs, depuis la mort de Yevgeny Prigozhin en août 2023, le groupe est en pleine restructuration. Il est en voie d'incorporation dans une coupole plus large, l'*Africa Corps*, étroitement contrôlée par le ministère russe de la Défense et dont le centre logistique serait implanté dans l'Est libyen, contrôlé par le général Haftar. Une campagne de recrutement serait en cours, avec pour objectif d'atteindre ou dépasser les 20 000 hommes, soit plus du triple du niveau actuel, un objectif jugé peu réaliste dans le contexte actuel³³. Par ailleurs, après la débâcle de Tinzaouatène, confronté pour la première fois à un groupe armé maniant la technologie des drones, *Wagner* devra impérativement adapter la stratégie qu'il met en œuvre au Mali et se doter de moyens adéquats. Contrairement à l'opération *Barkhane*, qu'il a *de facto* supplantée, le groupe russe est totalement dépendant, sur le plan logistique, des FAMa et ne dispose, par exemple, d'aucun moyen aérien propre³⁴.

Cette reprise en main par le pouvoir politique procède aussi d'une volonté d'être totalement en phase avec les intérêts du Kremlin, ce qui explique sans doute le changement de cap de Moscou au Soudan. Après une réunion tenue fin avril 2024 à Port-Soudan, le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Mikhail Bogdanov, se serait engagé à mettre fin à tout soutien de *Wagner* aux RSF — un soutien remontant à 2017 — et à fournir une assistance militaire aux SAF du général Al-Burhan. En contrepartie, ces dernières cesseraient toute coopération avec la HUR et Khartoum autoriserait la construction d'une base navale russe à Port-Soudan, donc sur la très stratégique mer Rouge³⁵. Si Moscou semble avoir tout à gagner de son changement d'alliance, on ignore encore si, en réaction, la HUR apportera son soutien aux RSF...

5. Le front diplomatique

Comme l'illustre le revirement soudanais, l'affrontement russo-ukrainien ne se déroule pas que sur le terrain militaire, loin de là. Sur le plan diplomatique, l'Ukraine — qui avait négligé le continent après son indépendance — a marqué des points en ouvrant une dizaine d'ambassades en Afrique depuis l'entrée des troupes russes sur son territoire³⁶, alors qu'elle n'en comptait que huit auparavant. Son objectif déclaré est d'en disposer d'une vingtaine avant la fin de 2024³⁷. Une coopération renforcée, notamment militaire, unit Kiev à certains pays, notamment la Libye, dont le gouvernement de Tripoli est

parfois considéré comme son meilleur allié africain³⁸. Cette coopération se double de visites de Dmytro Kuleba, ministre des Affaires étrangères jusqu'en septembre 2024, qui a effectué quatre tournées africaines depuis 2022, visitant un total de quinze pays³⁹.

Quant à la Russie, son ministre des Affaires étrangères, Sergey Lavrov, a effectué pas moins de six voyages en Afrique depuis 2022, le dernier en date, en juin 2024, l'ayant mené en Guinée, au Burkina Faso, au Tchad et en République du Congo. Simultanément, le vice-ministre de la Défense, Yunus-Bek Yevkurov, se rendait en Libye (Benghazi) et au Niger pour y conclure des accords de coopération militaire. Plusieurs pays africains sont déjà liés par de tels accords, dont les six États lusophones⁴⁰ et, depuis peu, le Tchad, dernier vestige de la présence militaire française au Sahel⁴¹. Par ailleurs, la Russie a une représentation diplomatique dans 41 pays africains⁴² et elle a annoncé, en septembre 2024, l'ouverture d'ambassades dans trois pays supplémentaires : le Niger, la Sierra Leone et le Soudan du Sud⁴³. En outre, le deuxième sommet Afrique-Russie, tenu à Saint-Pétersbourg en juillet 2023, a connu la participation de 49 des 54 États africains, dont 17 chefs d'État et 10 Premiers ministres⁴⁴. Enfin, trois pays africains — Afrique du Sud, Éthiopie et Égypte — figurent parmi les neuf membres actuels des BRICS, dont le dernier sommet s'est tenu en octobre 2024 à Kazan, capitale de la république russe du Tatarstan.

Kiev a connu moins de succès avec sa *Conférence de haut niveau sur la paix en Ukraine* tenue à la mi-juin 2024 en Suisse, puisque seuls 14 États africains étaient représentés, dont six par leur chef d'État⁴⁵. En outre, quatre d'entre eux, dont le plus influent, l'Afrique du Sud, ont refusé de s'associer à la déclaration finale qui pourtant ne condamnait pas explicitement l'invasion russe, se limitant à rappeler les « *principes de souveraineté, indépendance et intégrité territoriale de tous les États, y compris l'Ukraine*⁴⁶. » Aux Nations Unies, si l'on considère les trois principales résolutions votées par l'Assemblée générale du conflit en Ukraine, une petite moitié des États africains a condamné l'invasion russe en 2022⁴⁷ et en 2023⁴⁸, alors que chaque résolution a obtenu l'assentiment de 73 % du total des États membres. Mais, à en juger par la dernière résolution en date, votée en juillet 2024, condamnant l'invasion et exigeant le retrait des troupes russes de la centrale nucléaire de Zaporizhzhia, le soutien à l'Ukraine semble s'être réduit à un peu plus d'un quart des États africains, pour plus de la moitié à l'échelle planétaire⁴⁹. Par ailleurs, à l'exception, dans une certaine mesure, du Liberia⁵⁰, aucun État africain ne semble s'être fait le relais des sanctions imposées à la Russie par l'Union européenne et les États-Unis. Un résultat global plutôt décevant pour Kiev, dont le ministre Kuleba se plaignait déjà en novembre 2023 d'un « *très faible retour sur investissement* » de la part des pays africains⁵¹.

6. Le front économique

Moscou développe également son influence en Afrique via son commerce extérieur, en nette progression, bien qu'encore modeste comparé à celui des pays occidentaux, de l'Inde ou, surtout, de la Chine⁵². La Russie exporte des céréales et des engrais⁵³, exploite

des gisements de diamant au Zimbabwe et de bauxite de Guinée, construit une centrale nucléaire en Égypte⁵⁴, sans parler des activités douteuses de *Wagner* dans les pays où le groupe est présent. Et, malgré une forte diminution par rapport aux cinq années précédentes, elle reste le principal État fournisseur d'armes du continent, occupant une part de marché de 24 % pour la période 2019-2023, avec l'Égypte et l'Algérie comme principaux clients. Si on se limite à l'Afrique subsaharienne, la Russie se place en deuxième position après la Chine, couvrant 17 % des importations de la région⁵⁵.

Quant à l'Ukraine, elle importe d'Afrique surtout des minerais, principalement de Guinée, du Ghana et d'Égypte⁵⁶, et des produits végétaux (tabac, café, cacao...), en particulier de Côte d'Ivoire, du Malawi et d'Égypte⁵⁷, tandis qu'elle exporte principalement des céréales⁵⁸. Jusqu'à une époque récente, elle était un important fournisseur d'armement — armes légères, aéronefs et tanks en surplus... — à l'Afrique, notamment au Tchad, au Kenya, à l'Ouganda et à la République démocratique du Congo⁵⁹. Par ailleurs, le volume des échanges commerciaux de l'Ukraine n'a pas attendu l'amplification des hostilités avec Moscou pour entamer une tendance baissière, alors que celui de la Russie ne cesse de croître d'année en année⁶⁰.

Conclusion. Du succès militaire au fiasco diplomatique

En somme, Moscou semble disposer de bien meilleurs atouts que Kiev en Afrique, tant sur le plan économique que militaire et diplomatique. Malgré leur impact psychologique, les points marqués par la HUR à Tinzaouatène ne semblent pas en mesure de déstabiliser les forces russes au Mali, du moins si elles s'adaptent aux moyens développés par leurs adversaires.

En outre, les conséquences du coup de main — ou plutôt de leur revendication par Yusov, reconnue postérieurement comme une erreur⁶¹ — ont sérieusement dégradé les relations de l'Ukraine avec plusieurs pays africains. Le Mali et le Niger ont rompu leurs relations diplomatiques avec Kiev⁶² ; ces deux pays, ainsi que leur allié burkinabé avec lequel ils forment l'Alliance des États du Sahel (AES), ont dénoncé auprès du Conseil de sécurité de l'ONU « le soutien ouvert et assumé du Gouvernement de la République d'Ukraine au terrorisme international »⁶³ ; l'ambassadeur ukrainien à Dakar, qui avait rediffusé avec emphase les propos de Yusov, a dû entendre les admonestations du ministre sénégalais des Affaires étrangères⁶⁴ ; en Côte d'Ivoire, des rumeurs font état de l'ouverture d'une enquête où l'ambassade ukrainienne locale serait soupçonnée de coordonner l'entraînement de combattants et d'avoir utilisé la valise diplomatique pour acheminer des drones en pièces détachées⁶⁵. Et même la prudente *Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest* (CEDEAO), en froid avec les trois gouvernements putschistes de l'AES qui l'ont quittée en janvier 2024, a communiqué qu'elle « désapprouve et condamne fermement toute ingérence extérieure dans la région qui pourrait constituer une menace pour la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest et toute tentative visant à entraîner la région dans les confrontations géopolitiques actuelles »⁶⁶.

Certes, l'Ukraine peut se vanter d'avoir franchi une nouvelle étape dans l'internationalisation de son conflit avec la Russie et, sur un autre plan, d'avoir introduit une nouvelle génération d'armement en Afrique — des drones quadricoptères larguant des explosifs au Mali et des drones-kamikazes FPV au Soudan — alors que seuls quelques États au sud du Sahara disposent d'engins sans pilote⁶⁷. Cela devrait inspirer d'autres groupes rebelles ou les armées gouvernementales avec lesquelles ils sont en prise. Nul doute que le recours aux drones, en particulier les modèles légers et bon marché développés par l'Ukraine, se multipliera prochainement dans plusieurs conflits sur le continent.

Cependant, Kiev semble avoir grandement sous-estimé l'attachement du bloc africain aux frontières interétatiques actuelles, son aversion de toute forme de séparatisme ou de djihadisme et son refus d'être l'otage d'une nouvelle guerre froide entre puissances extérieures au continent⁶⁸. À l'inverse, et d'autant plus après son changement de cap au Soudan, la Russie apparaît comme une puissance stabilisatrice, favorable à la défense des gouvernements en place et de l'intégrité territoriale des États africains. À cause d'un porte-parole trop bavard, l'Ukraine a donc réussi à transformer un coup d'éclat militaire en déroute diplomatique, ruinant plus de deux années de laborieux efforts pour contrer Moscou sur le terrain africain.

* * *

L'auteur

Georges Berghezan est chercheur associé au GRIP où il était déjà chercheur dans les années 1980, puis de 2000 à 2022. Ses recherches portent particulièrement sur les conflits et les trafics d'armes en Afrique subsaharienne, mais aussi sur la situation dans les Balkans, sur la production d'armement au Moyen-Orient et sur la politique étrangère de la Turquie.

Pour citer cette publication

BERGHEZAN Georges, « L'Afrique, autre champ de bataille du conflit russo-ukrainien », *Éclairage du GRIP*, 26 novembre 2024.

* * *

¹ L'Azawad est le nom d'une région saharo-sahélienne, peuplée en grande partie, mais pas seulement, de Touaregs, dont le Mouvement national de libération de l'Azawad a proclamé l'indépendance en 2012.

² État-major Général des Armées, « [Flash Info](#) », Facebook, 27 juillet 2024 ; État-major Général des Armées, « [FAMa Actu](#) », X, 29 juillet 2024.

³ Shaun Walker, « [Ukraine military intelligence claims role in deadly Wagner ambush in Mali](#) », *The Guardian*, 29 juillet 2024.

⁴ État-major Général des Armées, *Loc.Cit.*

⁵ « [What We Know About Russian Mercenary Losses in Mali](#) », *The Moscow Times*, 29 juillet 2024.

-
- ⁶ « [Nord du Mali : les séparatistes affirment avoir tué 84 Wagner et 47 soldats maliens](#) », *France 24*, 1^{er} août 2024.
- ⁷ « [Enquête Mali : bataille de Tinzaouatène, à qui la responsabilité du revers des supplétifs russes de Wagner ?](#) », *Tama Media*, 16 août 2024.
- ⁸ Shaun Walker, *op. cit.*
- ⁹ Kateryna Zakharchenko, « [Rebels in Mali Display Ukrainian Flag After Wagner Defeat](#) », *Kyiv Post*, 29 juillet 2024. À noter que, selon certaines sources, la photo en question aurait été prise plusieurs semaines avant l'attaque de Tinzaouatène et aurait été retouchée, en y ajoutant le drapeau ukrainien. Voir les comptes X de Tommy Miles (<https://x.com/tommymiles/status/1818132292377698718>) et d'Iván López (<https://x.com/FpAnalysis/status/1818355211574165933>).
- ¹⁰ Benjamin Roger, « [Au Mali, l'ombre de l'Ukraine derrière les rebelles en guerre contre les mercenaires russes de Wagner](#) », *Le Monde*, 1^{er} août 2024.
- ¹¹ Mamadou Sangaré, « [Mali : Un reporter de guerre confirme l'utilisation de drones par l'Ukraine dans l'attaque de Tinzaouatène](#) », *LeFaso.net*, 12 août 2024.
- ¹² Paul Melly, « [Le rôle de l'Ukraine dans la défaite de l'Africa Corps russe pourrait-il se retourner contre elle ?](#) », *BBC News*, 12 août 2024.
- ¹³ Benjamin Roger et Emmanuel Grynszpan, « [Dans le nord du Mali, les drones ukrainiens éclaircissent l'horizon des rebelles](#) », *Le Monde*, 10 octobre 2024.
- ¹⁴ « [Ukrayna ve Moldova yönetimleri Afrika'da ayrılıkçılığı mı besliyor?](#) », *SuperHaber*, 26 septembre 2024.
- ¹⁵ « [خير أوكرائي في حديث صحفي سري: نعمل مع الطوارق شمال مالي، وكتيبة فاغنر الروسية هدفنا الرئيسي](#) », *Direct Media*, 15 août 2024.
- ¹⁶ Coulibaly Mamadou, « [Mali : Nouvelles révélations sur l'implication de l'Ukraine dans la formation de combattants](#) », *LeFaso.net*, 15 août 2024.
- ¹⁷ David Baché, « [Mali: les rebelles du CSP combattent désormais avec des drones](#) », *RFI*, 12 septembre 2024.
- ¹⁸ Benjamin Roger et Emmanuel Grynszpan, *op. cit.*
- ¹⁹ Victoria Butenko et al., « [Exclusive: Ukraine's special services 'likely' behind strikes on Wagner-backed forces in Sudan, a Ukrainian military source says](#) », *CNN*, 20 septembre 2023.
- ²⁰ Kostia Andreikovets, « ["Babel" sources: Ukrainian special forces conducted operations in Sudan against the PMC "Wagner"](#) », *Babel*, 6 octobre 2023 ; Kateryna Zakharchenko, « [Exclusive: Videos Show Ukrainian Special Forces 'Cleaning Up' Wagner Fighters in Sudan](#) », *Kyiv Post*, 6 novembre 2023.
- ²¹ Kateryna Zakharchenko, Alisa Orlova, « [Exclusive: Ukrainian Special Forces Interrogate Wagner Mercenaries in Sudan](#) », *Kyiv Post*, 5 février 2024.
- ²² Thomas Guen, « [Document LCI - L'Ukraine combat la Russie en Afrique : les dessous d'une opération longtemps secrète](#) », *TF1*, 21 mars 2024.
- ²³ Julian McBride, « [How and Why Sudan Represents the Second Front in the Russo-Ukrainian War](#) », *The Geopolitics*, 31 mai 2024.
- ²⁴ Kateryna Zakharchenko, « [Exclusive Video: Ukrainian Special Forces and Syrian Rebels Decimate Russian Mercenaries in Syria](#) », *Kyiv Post*, 3 juin 2024.
- ²⁵ « [Russian forces establish observation point in Syria near Israeli-occupied Golan Heights: monitor](#) », *The New Arab*, 1^{er} septembre 2024.
- ²⁶ Kateryna Zakharchenko, « [Exclusive: Ukraine's HUR Special Forces Target Russian Drone Base in Syria](#) », *Kyiv Post*, 16 septembre 2024.
- ²⁷ Tevfik Kadan, « [Kiev HTŞ'den savaşı istedi](#) », *Aydinlik*, 9 septembre 2024 ; « [Ukraine offers 'drones-for-fighters' deal to Syrian extremist group: Report](#) », *The Cradle.co*, 10 septembre 2024.
- ²⁸ « [Scores of Ukrainians training militants in Syria – media](#) », *RT*, 18 septembre 2024.
-

-
- ²⁹ Evan Hill, Alex Horton, « [Ukraine planned attacks on Russian forces in Syria, leaked document shows](#) », *The Washington Post*, 20 avril 2023.
- ³⁰ Voir notamment Shane Harris et Isabelle Kurshudyan, « [Ukrainian military officer coordinated Nord Stream pipeline attack](#) », *Washington Post*, 11 novembre 2023.
- ³¹ Notons cependant qu'une frappe de drones « d'origine inconnue », en violation du cessez-le-feu, a visé en juin 2023 une base aérienne occupée par des éléments de Wagner dans l'est de la Libye. Voir « [Une base utilisée par Wagner en Libye visée par des drones](#) », *Jeune Afrique*, 30 juin 2023.
- ³² Filip Bryjka, Jędrzej Czerep, in « [Africa Corps—A New Iteration of Russia's Old Military Presence in Africa](#) », *Polski Instytut Spraw Międzynarodowych*, mai 2024, évaluaient les effectifs de Wagner, en mai 2024, à : 2000 hommes au Mali, 1800 en Libye, 1600 en RCA, 100 à 300 au Burkina Faso et 100 à 200 au Niger.
- ³³ Filip Bryjka, Jędrzej Czerep, op. cit. ; « [What We Know About Russian Mercenary Losses In Mali](#) », *Moscow Times*, 29 juillet 2024 ; « [Les mercenaires de Wagner, tués au nord du Mali, étaient auparavant basés en Libye](#) », RFI, 15 septembre 2024.
- ³⁴ Wassim Nasr, « [10 points sur la géopolitique de Wagner au Sahel](#) », *Le Grand Continent*, 31 juillet 2024.
- ³⁵ Filip Bryjka, Jędrzej Czerep, op. cit. ; Andrew McGregor, « [Russia Switches Sides in Sudan War](#) », *The Jamestown Foundation*, 8 juillet 2024.
- ³⁶ Peter Fabricius, « [Ukraine steps up urgent charm offensive in Africa despite 'very low return on its investment'](#) », *Daily Maverick*, 3 mai 2024.
- ³⁷ Paul Melly, op. cit.
- ³⁸ SafaAlharathy, « [Libya, Ukraine discuss military cooperation](#) », *The Libya Observer*, 1^{er} février 2023.
- ³⁹ Peter Fabricius, « [Ukrainian foreign minister bemoans 'very low' return on its investment in Africa relations](#) », *Daily Maverick*, 16 novembre 2023 ; Paul Melly, op. cit.
- ⁴⁰ Denys Reva, « [Russia's growing influence in Africa calls for more balanced partnerships](#) », *Institute for Strategic Studies*, 26 juin 2024.
- ⁴¹ « [Sécurité et défense : le Tchad se tourne vers la Russie \(Sergueï Lavrov\)](#) », *Agence Ecofin*, 6 juin 2024.
- ⁴² « [List of diplomatic missions of Russia](#) », *Wikipedia*, consulté le 16 octobre 2024.
- ⁴³ « [Russia prepares to open diplomatic missions in three African countries — Lavrov](#) », *TASS*, 23 mai 2024.
- ⁴⁴ Samir Bhattacharya, « [The second Russia-Africa Summit: A continent at a crossroads](#) », *Observer Research Foundation*, 8 août 2023.
- ⁴⁵ Victor Avendaño, « [En Suisse, le sommet sur la paix en Ukraine a peu mobilisé les Africains](#) », *Jeune Afrique*, 19 juin 2024.
- ⁴⁶ « [Summit on Peace in Ukraine: Joint Communiqué on a Peace Framework](#) », *Federal Department of Foreign Affairs*, Confédération Suisse, 16 juin 2024.
- ⁴⁷ 28 États africains ont approuvé la résolution A/RES/ES-11/1 du 2 mars 2022 condamnant l'invasion russe, 25 se sont abstenus ou n'ont pas participé au vote, 1 a voté contre. Voir « [Aggression against Ukraine: resolution / adopted by the General Assembly](#) », *Bibliothèque Numérique, Nations Unies*, 2 mars 2022.
- ⁴⁸ 30 États africains ont approuvé la résolution A/RES/ES-11/6 du 23 février 2023 pour une « paix globale, juste et durable » en Ukraine, 22 se sont abstenus ou n'ont pas participé au vote, 2 ont voté contre. Voir Elias Götz et al., « [How African states voted on Russia's war in Ukraine at the United Nations – and what it means for the West](#) », *Danish Institute for International Studies*, 15 novembre 2023.
- ⁴⁹ 15 États africains ont approuvé la résolution A/RES/78/316 du 15 juillet 2024 sur la « sécurité des installations nucléaires de l'Ukraine », 36 se sont abstenus ou n'ont pas participé au vote, 3 ont voté contre. Voir UN News, « [Voting Result](#) », X, 11 juillet 2024.
-

-
- ⁵⁰ « [Liberia Blocks Russian Insurer in Latest Move Against Shadow Fleet](#) », *The Maritime Executive*, 18 juin 2024.
- ⁵¹ Peter Fabricius, « [Ukrainian foreign minister bemoans 'very low' return on its investment in Africa relations](#) », *op. cit.*
- ⁵² « [La Russie cherche à rattraper son retard commercial en Afrique](#) », *Le Grand Continent*, 6 octobre 2023.
- ⁵³ Estelle Maussion, « [En Afrique, la Russie pousse aussi ses engrais](#) », *Jeune Afrique*, 18 juillet 2023 ; « [Céréales, armes et énergie : la présence russe en Afrique](#) », *africanews*, 25 juillet 2023.
- ⁵⁴ Marion Douet, « [En Afrique, la Russie reste un partenaire économique secondaire](#) », *Le Monde*, 27 juillet 2023.
- ⁵⁵ Pieter D. Wezeman et al., « [Trends in international arms transfers](#) », 2023, *SIPRI Fact Sheet*, mars 2024.
- ⁵⁶ « [Ukraine Minerals Imports by country in US\\$ Thousand 2022](#) », *World Integrated Trade Solution*, consulté le 17 octobre 2024.
- ⁵⁷ « [The African Countries and Ukraine Partnership](#) », *Kyiv School of Economics*, 30 mars 2023.
- ⁵⁸ Yulia Bychkovska, « [Ukraine's grain exports are crucial to Africa's food security](#) », *Atlantic Council*, 5 avril 2024.
- ⁵⁹ Paul Holton, « [Ukrainian Arms Supplies To Sub-Saharan Africa](#) », *ResearchGate*, février 2011.
- ⁶⁰ « [African Trade Statistics, 2020 Yearbook](#) », *African Union*, août 2020, tableaux 21 & 22 ; Mathieu Droin et Tina Dolbaia, « [Russia Is Still Progressing in Africa. What's the Limit?](#) », *Center for Strategic & International Studies*, 15 août 2023.
- ⁶¹ Benjamin Roger et Emmanuel Grynszpan, *op. cit.*
- ⁶² Tafi Mhaka, « [Ukraine is losing the plot in Africa](#) », *Aljazeera*, 20 août 2024.
- ⁶³ « [Urgent : Les pays de l'AES saisissent le Conseil de sécurité face au soutien présumé de l'Ukraine aux terroristes](#) », *maliweb.net*, 20 août 2024.
- ⁶⁴ Clément Bonnerot, « [Sénégal : l'ambassadeur ukrainien à Dakar convoqué](#) », *TV5 Monde*, 4 août 2024.
- ⁶⁵ « Enquête en Côte d'Ivoire : le rôle de l'Ukraine en question dans un contexte de tensions régionales », *Bamada.net*, 23 août 2024.
- ⁶⁶ Paul Melly, *op. cit.*
- ⁶⁷ Christophe Wasinski (interview) « ['Il y a une généralisation du recours au drone' en Afrique](#) », *RFI*, 26 août 2024.
- ⁶⁸ Tafi Mhaka, *op. cit.*



Le GRIP bénéficie du soutien
du Service de l'Éducation
permanente de la Fédération
Wallonie-Bruxelles.

Crédit photo de couverture : photo de combattants touaregs tenant un drapeau ukrainien, auteur inconnu, diffusé par Kyiv Post et Ukrayinska Pravda, 29 juillet 2024.

Les opinions émises dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent en rien une prise de position du GRIP.

Tous droits réservés. © Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

Mundo-Madou - 7-8 Avenue des Arts - 1210 Saint-Josse-ten-Noode, Belgique

Tél. : +32 (0) 473 982 8202 – admi@grip.org – www.grip.org

Twitter : [@grip_org](https://twitter.com/grip_org) -Facebook : GRIP.1979



Fondé à Bruxelles en 1979, le GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité) s'est développé dans le contexte particulier de la Guerre froide, ses premiers travaux portant sur les rapports de forces Est-Ouest. Durant les années 1980, le GRIP s'est surtout fait connaître par ses analyses et dossiers d'information concernant la course aux armements, ses mécanismes et ses enjeux. Après la chute du mur de Berlin en 1989, prenant acte du nouvel environnement géostratégique, le GRIP a orienté ses travaux sur les questions de sécurité au sens large et a acquis une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, réglementations et contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques. En éclairant citoyens et décideurs sur des problèmes complexes, le GRIP entend contribuer à la diminution des tensions internationales et tendre vers un monde moins armé et plus sûr. Plus précisément, l'objectif du GRIP est de travailler en faveur de la prévention des conflits, du désarmement et de l'amélioration de la maîtrise des armements.

5 BONNES RAISONS DE SOUTENIR LE GRIP

Le GRIP a pour mission d'étudier les conflits et les conditions de la paix. Il le fait dans l'optique de donner aux citoyens, à la société civile et aux élus accès à des analyses indépendantes permettant aux décideurs comme au grand public de renforcer leurs capacités critiques face à des enjeux complexes où s'entremêlent des intérêts politiques et économiques et des conceptions normatives et éthiques parfois contradictoires. En faisant un don au GRIP, vous participez au renforcement de ses moyens et œuvrez à :

- Développer une recherche indépendante sur la paix ;
- Consolider les capacités en tant que force de proposition auprès des décideurs politiques ;
- Garantir l'accès en langue française à une recherche rigoureuse et accessible au public ;
- Former une relève à qui il incombera de relever les défis de demain ;
- Préserver l'activité *Édition* du GRIP qui permet de mettre de l'avant les combats des acteurs au service de la paix qu'ils soient journalistes, médecins ou militants des droits de la personne.

Le GRIP ne saurait accomplir efficacement sa mission d'information et de sensibilisation du public sans le soutien de donateurs motivés par la défense de la paix comme bien commun. En soutenant le GRIP, vous contribuez au renforcement d'une recherche indépendante et de qualité au service de la société civile sur de nombreux sujets sensibles relatifs aux droits humains, aux libertés fondamentales ou encore à la sécurité des personnes. Vous permettez aussi aux chercheurs du GRIP de s'investir dans la formation d'une relève étudiante, en fournissant un encadrement propice à la transmission des savoirs et des compétences nécessaires à l'analyse critique des enjeux de société.

Rejoignez-nous sur www.grip.org .

Devenez donateur : IBAN -BE87 0001 5912 8294 - BIC/SWIFT : BPO TBE B1

GROUPE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA PAIX ET LA SECURITE

Avenue des Arts, 7-8
B-1210 Saint-Josse-ten-Noode
Tél. : +32 (0) 473 982 820
Site Internet : grip.org